Vietnam : une transformation rapide de l'enseignement supérieur

Ly Pham

Traducteur : Sylvaine Herold

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ries/4471>

DOI : 10.4000/ries.4471

ISSN : 2261-4265

Éditeur

France Education international

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2015

Pagination : 18-22

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Ly Pham, « Vietnam : une transformation rapide de l'enseignement supérieur », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 70 | décembre 2015, mis en ligne le 18 janvier 2017, consulté le 02 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ries/4471> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ries.4471>

Ce document a été généré automatiquement le 2 juillet 2021.

© Tous droits réservés

Vietnam : une transformation rapide de l'enseignement supérieur

Ly Pham

Traduction : Sylvaine Herold

- 1 Le Vietnam est un pays en transition. Plus qu'aucun autre, le secteur de l'enseignement supérieur reflète les défis auxquels le pays est confronté pour son développement.
- 2 Au cours des deux dernières décennies, le nombre d'universités et d'établissements d'enseignement supérieur a quadruplé au Vietnam, atteignant le chiffre de 425, et le nombre d'étudiants de l'enseignement supérieur a été multiplié par treize. Le taux de scolarisation dans l'enseignement supérieur est passé de 2 % en 1991 à 25 % en 2013. Au de ces données, le nombre d'établissements d'enseignement supérieur au Vietnam est-il actuellement trop élevé ou trop faible ?
- 3 Les États-Unis comptent 4 762 établissements d'enseignement supérieur pour 319 millions d'habitants, soit un établissement pour 67 000 habitants ; au Vietnam, ces chiffres sont respectivement de 425 et 90 millions, soit un établissement pour 212 000 personnes. En Malaisie, le taux est de 1 pour 55 000.
- 4 Le taux de scolarisation dans l'enseignement supérieur est actuellement de 25 % au Vietnam, contre 97 % en Corée du Sud, 86 % en Australie, 30 % en Chine et 37 % en Malaisie. Ce taux peut donc être considéré comme relativement faible.
- 5 Il existe cependant de nombreux paradoxes :
 - le nombre d'établissements d'enseignement supérieur en pourcentage de la population est faible, mais la plupart des établissements doivent se livrer à une concurrence féroce pour attirer les étudiants, car il y a moins de candidats que de places disponibles ;
 - le taux de scolarisation dans l'enseignement supérieur est bas, mais le chômage des diplômés est en pleine augmentation ;
 - les diplômés de l'enseignement supérieur se retrouvent sans emploi, tandis que le secteur de l'industrie déplore un manque de personnel qualifié.

- 6 Au vu de ces paradoxes, il paraît évident qu'il existe un écart important entre ce que proposent les établissements d'enseignement supérieur vietnamiens et ce dont la société a réellement besoin.
- 7 Les inscriptions dans l'enseignement supérieur sont montées en flèche entre 1993 et 2011, avant de ralentir ces dernières années. Plusieurs raisons peuvent l'expliquer, y compris le fait que la capacité des Vietnamiens à payer pour l'enseignement universitaire est limitée, tandis que les perspectives d'emploi pour les diplômés ne sont pas prometteuses. Il existe également de nombreuses raisons au chômage des diplômés, parmi lesquelles la qualité de l'éducation et les pratiques méritocratiques.
- 8 Pour les personnes hautement qualifiées, les portes demeurent ouvertes, que ce soit dans les agences gouvernementales ou dans le secteur privé et les entreprises internationales. Cependant, le fait que les postes de haut rang dans le secteur public soient occupés par des personnes incompetentes sape la motivation des jeunes pour poursuivre des études universitaires.
- 9 En outre, la généralisation des faux diplômes, les examens factices et les apprenants de substitution ont sérieusement dévalué les diplômes universitaires.
- 10 L'Université de commerce et technologie de Hanoi avait prévu 5 000 inscriptions cette année, mais elle en a finalement reçu moins de 2 000. D'autres établissements ont reçu 20 à 30 % seulement des candidats escomptés, comme c'est le cas pour l'Université Dong Do (95 sur 1 600), l'Université Chu Van An (80 sur 650) ; certains établissements n'ont accueilli que 30 à 70 nouveaux étudiants dans l'ensemble de leurs programmes, comme le Collège Dai Viet (30 étudiants) et l'Université Ha Hoa Tien (72 étudiants). Il existe de nombreux cas similaires.
- 11 Les défis concernent également les universités publiques. L'université An Giang, un établissement public situé dans une province de 2 millions d'habitants dans le Delta du Mékong et dépensant près de 3,5 millions de dollars par an du budget national, est destinée à être vendue à une compagnie privée. Cette année, 600 étudiants ont été diplômés de sa faculté d'éducation, mais seuls 30 d'entre eux ont trouvé un emploi. L'université emploie par ailleurs 850 personnes, membres du corps professoral ou administrateurs, pour 2 000 étudiants chaque année.
- 12 La situation décrite ci-dessus est attribuable au fait qu'un trop grand nombre d'établissements d'enseignement supérieur ont été créés. Entre 2000 et 2010, une nouvelle université voyait le jour presque chaque semaine. De 2007 à 2013, parmi les 133 nouvelles universités créées, 108 furent créées à partir d'établissements supérieurs de cycle court (deux ans). La province de Dong Naio possède cinq universités et trois établissements d'enseignement supérieur, pour une population de seulement 2,7 millions d'habitants.

La stratification du système

- 13 Selon nous, le sentiment qu'il existe un trop grand nombre d'établissements d'enseignement supérieur au Vietnam provient sans doute du fait que ce dont nous disposons ne correspond pas à ce dont nous avons vraiment besoin, et que nous n'avons pas, ou pas assez, ce qui nous serait véritablement nécessaire.

- 14 Le nombre d'établissements d'enseignement supérieur nous paraît trop élevé car la plupart des établissements se ressemblent, y compris les établissements publics et privés, qui ne diffèrent que sur les aspects de financement. Les distinctions entre les différents types d'établissements, établissements orientés vers la recherche, vers l'enseignement ou à vocation professionnelle, sont floues.
- 15 En raison de leur similitude, les établissements d'enseignement supérieur ne répondent pas aux besoins divers de la société. Les points forts de chaque établissement ne sont pas identifiés, et les établissements ne sont donc pas en capacité de se concentrer sur ces forces pour les développer davantage.
- 16 La stratification du secteur de l'enseignement supérieur est donc un besoin urgent, afin de bâtir un écosystème remplissant différentes missions pour répondre aux besoins divers de la société.

Le décret 73

- 17 Le décret 73/NĐ-CP, paru le 8 août 2015, qui concerne la stratification et le classement des établissements d'enseignement supérieur, constitue la première étape des efforts en cours pour restructurer le système. Il fixe des lignes directrices pour la mise en œuvre de l'article 9 de la loi sur l'enseignement supérieur, qui stipule que le système d'enseignement supérieur devra être divisé en trois niveaux : la recherche, l'enseignement appliqué et l'enseignement à vocation professionnelle. Cela peut-il contribuer à modeler un meilleur système, qui réponde aux besoins divers du développement socioéconomique et qui produise de meilleurs résultats pour le pays ?
- 18 La loi sur l'enseignement supérieur précise que les établissements d'enseignement supérieur seront catégorisés afin de servir les intérêts de la planification, accroître les capacités de recherche et la qualité de l'enseignement, et favoriser la gestion du système par l'État. Dans un second temps, les établissements d'enseignement supérieur seront classés afin d'évaluer le prestige de l'établissement et la qualité de l'éducation, mais aussi d'appuyer la gestion de l'État, notamment à travers la priorisation du financement public en fonction du type d'établissement.
- 19 Cependant, le décret 73 ne reflète qu'imparfaitement ces objectifs.
- 20 La stratification et le classement poursuivent des objectifs différents, comme cela est indiqué dans la loi sur l'enseignement supérieur ; c'est pourquoi ils devraient s'appuyer sur des critères et procédures différents.
- 21 Mais le décret 73 utilise les mêmes critères pour les deux objectifs, à savoir : le rôle et la position de l'établissement au sein du système ; la taille de l'établissement, y compris le nombre de programmes d'études et de diplômes décernés ; l'équilibre entre formation et recherche ; la qualité de l'enseignement et de la recherche ; le résultat de l'accréditation. Ainsi, la stratification et le classement sont conçus de la même façon et procèdent au regroupement de l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur en trois niveaux. À chaque niveau, les établissements sont répartis en terciles, en fonction du niveau de réalisation des critères. Nulle part dans le décret ne sont identifiés les objectifs de la stratification et du classement, c'est pourquoi on ne peut savoir spécifiquement ce qu'ils visent. Il est seulement précisé que le ministère de l'éducation et de la formation¹ et les autres ministères devront élaborer leurs politiques respectives sur la base des résultats de la stratification et du classement (section d,

article 3). Cependant, personne ne sait en quoi consistent ces politiques, et il est donc difficile, pour les administrateurs d'université, de choisir la voie à suivre. En effet, le décret consiste simplement en des consignes techniques visant à comparer le statut actuel des établissements d'enseignement supérieur et à les regrouper. Il ne fournit aucune direction aux établissements pour orienter leur plan de développement stratégique à dix ou quinze ans.

- 22 La stratification consiste à restructurer le système, et les classements visent à fournir des informations sur la qualité des établissements, en les comparant à d'autres, et à les rendre disponibles au public. La stratification n'a de sens que lorsque chaque type d'établissement d'enseignement supérieur poursuit des objectifs spécifiques différents, dans le but de répondre aux besoins de différents groupes d'étudiants et en s'appuyant sur des plans stratégiques, une structure de gouvernance, des plans de financement, des modalités de recrutement et des politiques d'admission différents.
- 23 C'est ce qui manque cruellement au système vietnamien. À l'heure actuelle, la plupart des établissements ne diffèrent pas les uns des autres en ce qui concerne leurs missions et la structure de leur gouvernance. La diversification du système est donc compromise.
- 24 Le décret 73 aidera-t-il à résoudre ces problèmes ? Cela n'est pas certain, car il semble soutenir la situation actuelle, dans laquelle les établissements ne diffèrent pas les uns des autres. La mise en œuvre de la stratification et des classements, comme prévue dans le décret 73, pourrait aider les établissements à comprendre où ils se situent dans le système. Et alors ? Cette question demeure sans réponse jusqu'à présent.

La privatisation des universités publiques

- 25 Dans le même temps, afin de répondre au manque de ressources, le gouvernement a également publié la décision 22/QD-TTg, en date du 22 juin 2015, qui autorise les organismes de service public à se transformer en sociétés par actions, y compris les universités et établissements publics.
- 26 L'idée de la privatisation des établissements d'enseignement supérieur publics a pris forme en 2007, avec l'intention de transformer 15 à 20 établissements en établissements privés à but lucratif. Mais, face à l'opposition des universitaires et aux profondes préoccupations exprimées par le grand public, cette politique a été interrompue quelques temps.
- 27 Elle est reprise à l'heure actuelle, dans un contexte où la plupart des établissements publics sont en déficit et recherchent, de différentes manières, des revenus additionnels – ce qui va certainement nuire à la qualité de l'enseignement. Le gouvernement, en raison de l'impossibilité d'augmenter le soutien financier au secteur de l'enseignement supérieur, a deux options : maintenir le *statu quo* ou restreindre le système public de façon que les ressources puissent se concentrer sur un plus petit nombre d'établissements, afin d'obtenir de meilleurs résultats.
- 28 Mais cette politique a également suscité des inquiétudes quant à la privatisation de biens publics, conduisant à des frais de scolarité de moins en moins contrôlables, qui risquent de limiter l'accès des étudiants défavorisés à l'enseignement supérieur. Le gouvernement devrait faire preuve de prudence dans cette voie, et il pourrait envisager d'autres options, telle que la semi-privatisation, dans laquelle les établissements

d'enseignement supérieur publics restent la propriété de l'État mais utilisent les frais de scolarité comme revenus propres pour le fonctionnement de l'établissement.

- 29 Ces évolutions reflètent la transformation rapide de l'enseignement supérieur au Vietnam et la marchandisation de l'éducation. Pressé par des contraintes financières, le gouvernement tente de répondre aux défis de différentes manières. Il est encore trop tôt pour en analyser les résultats, mais on peut en tout cas constater que le gouvernement et le peuple vietnamiens sont d'accord sur le fait qu'on ne peut maintenir l'enseignement supérieur dans cette situation. Le changement est désormais une nécessité reconnue.

NOTES

1. Ministry of education and training (MOET). (NdT)
-

INDEX

Mots-clés : enseignement supérieur, université, fonds privés, fonds publics

Index géographique : Vietnam

Keywords : higher education, universities, private funds, public funds

Palabras claves : enseñanza superior, universidad, fondos privados, fondos públicos

AUTEURS

LY PHAM

Thi Ly Pham travaille sur l'enseignement supérieur public et privé au Vietnam. Boursière Fulbright (2008) au Pratt Institute (New-York), elle a publié de nombreux travaux sur les politiques éducatives, la gouvernance universitaire et l'éducation internationale. Elle est actuellement doyenne de programme de recherche à l'Institut d'éducation internationale de l'Université nationale du Viêt Nam (Hô-Chi-Minh-Ville) et directrice du Centre pour l'évaluation et la recherche en enseignement supérieur de l'Université Nguyen Tat Thanh. Courriel : lypham@vnuhcm.edu.vn. Site internet : [\[www.lypham.net\]](http://www.lypham.net)